

Convention collective

IDCC : 8434. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES, ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS ET FORESTIERS ET CUMA
(FRANCHE-COMTÉ)
(1^{er} novembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 11 juin 1999,
Journal officiel du 23 juin 1999)

AVENANT N° 15 DU 5 DÉCEMBRE 2007

NOR : *AGRS0897167M*

IDCC : *8434*

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole ;
Le syndicat régional des entreprises de travaux agricoles et forestiers,

D'une part, et

L'union régionale CFDT ;
L'union régionale CFTC ;
L'union régionale CGT ;
L'union régionale CGT-FO ;
L'union régionale CFE-CGC ;
L'UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1.1 « Champ d'application professionnel et territorial » est modifié.

Il est ajouté à la liste des activités celle de « service de remplacement ».

Article 2

La rédaction de l'article 3.3 « Période d'essai » est modifiée et remplacée par :

« La période d'essai présente un caractère impératif. Sa durée est fixée à :

Pour les salariés recrutés à durée indéterminée (CDI) : 1 mois renouvelable pour les emplois des niveaux I à IV tels que définis en annexe, sauf pour le personnel cadre.

L'employeur et le salarié peuvent convenir d'un commun accord écrit de renouveler 1 fois l'essai. Le renouvellement ne peut être conclu qu'à l'issue de la période initiale et doit être motivé. Pendant la période de renouvellement, chacune des parties peut rompre le contrat sans délai de prévenance.

La rupture de l'essai peut être notifiée jusqu'au dernier jour inclus de son renouvellement éventuel ; dans ce cas, elle sera obligatoirement signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Pour les salariés recrutés à durée déterminée (CDD) : il est fait application des dispositions légales prévues à l'article L. 122-3-2 du code du travail. »

Article 3

L'article 3.5 « Contrat à durée déterminée » est modifié :

Au troisième alinéa, il est ajouté « remplacement du chef d'exploitation agricole ou d'entreprise ».

Au cinquième alinéa, la mention « une indemnité de fin de contrat égal à 6 % du salaire brut » est remplacée par « une indemnité de fin de contrat d'un montant et dans les conditions fixées par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur est attribuée lorsque à l'issue d'un contrat à durée déterminée les relations contractuelles ne se poursuivent pas par un contrat à durée indéterminée ».

Article 4

Le 1^{er} alinéa de l'article 5.1 « Durée du travail » est modifié : « l'article 992 » du code rural est remplacé par « l'article L. 713-2 » du même code.

Article 5

Le premier alinéa de l'article 5.5 « Réduction exceptionnelle de l'horaire de travail » est modifié :

« Les heures perdues en dessous de la durée légale du travail peuvent être récupérées lorsqu'elles n'ont pas été reconnues au titre du chômage partiel dans les cas et selon les modalités ci-après. »

Article 6

L'article 5.9 « Dérogation au repos hebdomadaire » est modifié.

Au 1^{er} alinéa, « l'article 997 du code rural » est remplacé respectivement par « les articles L. 714-1 et L. 714-3 du code rural » puis par « l'article L. 714-1 » du même code.

Au 2^e alinéa « l'article 997 » du code rural est remplacé par « l'article L. 714-1 » du même code.

Article 7

L'article 6.1 « Salaire mensualisé » est modifié :

Au paragraphe 1, 1^{er} alinéa :

Terminer la première phrase après 19 janvier 1978.

Supprimer « c'est-à-dire rémunérés sur la base de 169 heures par mois » et remplacer par « Les salariés percevront une rémunération minimale mensuelle qui pour une durée du travail de 35 heures sera obtenue en multipliant le salaire horaire par 151,67 heures. », le reste de l'alinéa est sans changement.

Au paragraphe 2, 1^{er} alinéa :

Remplacer « 169 heures » par « 151,67 heures » et « (39 heures multipliées par 52 semaines et divisées par 12 mois = 169 heures) » par « (35 heures multipliées par 52 semaines et divisées par 12 mois = 151,67 heures) ».

Au paragraphe 2, 2^e alinéa :

Remplacer « 39 heures » par « 35 heures » et « 1/169 » par « 1/151,67 », « en deçà de 39 heures » par « en deçà de 35 heures », puis « 169 heures » par « 151,67 heures ».

Article 8

L'article 5.17 « Congés exceptionnels pour événements familiaux » est modifié.

A l'alinéa « Décès d'un petit-fils ou d'une petite-fille du salarié : 1 jour », remplacer « 1 jour » par « 3 jours ».

Article 9

L'article 6.6 « Salaire de l'ouvrier non permanent » est modifié.

Le terme « 6 % » est remplacé par « au taux légal ».

Article 10

Au 5^e alinéa de l'article 2 de l'annexe III « Personnel des activités agrotouristiques », le terme « 6 % » est remplacé par « au taux légal ».

Article 11

Il est ajouté à l'annexe V « Absences avec maintien de rémunération » « Cérémonie d'accueil dans la citoyenneté dans la limite d'une demi-journée pour l'acquisition de la nationalité française ».

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 2 exemplaires auprès du service de l'inspection du travail et de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Doubs. Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 5 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)